



CTB



MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

**RAPPORT DES
RESULTATS 2016**

**FONDS D'ÉTUDES ET DE
CONSULTANCES**

BEN1302411 — FEC

ACRONYMES	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES)	4
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	4
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	4
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	5
1.3.1 <i>Pertinence</i>	5
1.3.2 <i>Efficacité</i>	5
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	6
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	6
2 CONTEXTE	7
2.1 CONTEXTE GENERAL.....	7
2.2 CONTEXTE INSTITUTIONNEL.....	7
2.3 CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION.....	7
2.4 CONTEXTE HARMO.....	8
3 ANALYSE DE L'ETAT D'AVANCEMENT	9
3.1 ÉTUDES.....	11
3.2 EXPERTISE.....	12
3.3 EXECUTION BUDGETAIRE.....	13
3.4 CRITERES DE QUALITE.....	14
3.5 GESTION DES RISQUES.....	15
4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	17
4.1 RECOMMANDATIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRES.....	17
5 ANNEXES	18
5.1 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) : 31/12/2016».....	18
5.2 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI.....	21
5.3 ENSEMBLE DES ETUDES FINANCEES PAR LE FEC DEPUIS LE DEBUT DE LA CONVENTION SPECIFIQUE.....	22

Acronymes

ADEFIH	Projet d'Appui Au Développement des Filières Halieutiques
COMPAR	Comité des Partenaires
CS	Convention Spécifique
CTB	Agence belge de développement
DGFD	Direction Générale du Financement du Développement
EL	Echange de Lettre
FAREC	Fonds d'Appui à la Réalisation d'Études et de Consultances
FEC	Fonds d'Études et de Consultances
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MTFPAS	Ministère du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales
MPD	Ministère du Plan et du Développement
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MS	Ministère de la Santé
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PAEX	Programme d'Appui en Expertise à l'État béninois
PAPDC	Projet d'appui à la mise en œuvre des PDC dans les communes des départements de l'Atacora, de la Donga, du Mono et du Couffo,
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIP	Programme d'Investissement Public
PNLMNT	Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles
PTF	Partenaires Techniques et Financiers

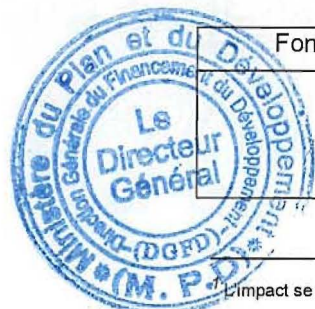
1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

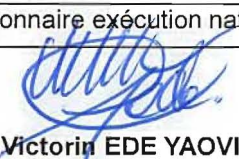

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Fonds d'Études et de Consultances (FEC)
Code de l'intervention	BEN1302411
Localisation	Cotonou
Budget total	1.012.132 €
Institution partenaire	Ministère du Plan et du Développement
Date de début de la Convention spécifique	1 ^{er} mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	19 juin 2013
Date prévue de fin d'exécution	Indéterminée
Date de fin de la Convention spécifique	Indéterminée
Groupes cibles	Ministère et autres Organismes public béninois concernés par les Programmes de la coopération bénino-belge
Impact ¹	Renforcer les capacités des institutions publiques du Bénin, d'une part en appui au programme de la coopération belge et à la préparation des programmes indicatifs de coopération belgo-béninois et d'autre part dans le cadre de la mise en œuvre des déclarations internationales (DP, AAA, BUSAN) sur l'efficacité de l'aide au développement
Outcome	Chaque opération financée par le FEC a son OS propre
Outputs	Chaque opération financée par le FEC a ses résultats spécifiques
Année couverte par le rapport	2016

1.2 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année 2016	Dépenses totales cumulées au 31/12/16	Solde	Taux de décaissement total
Euro				
1 012 132	15 279,7	417 834,55	594 297,45	41 %
FCFA				
663 915 070	10 022 826	274 081 498	398 833 572	41 %



Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
 Victorin EDE YAOVI	 Olivier HECK

¹L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La pertinence de l'outil FEC n'est plus à démontrer puisqu'il vient en complémentarité des interventions des programmes sectoriels CTB, comme l'atteste les requêtes acceptées en 2016. Par ailleurs, il permet à la CTB de fournir des appuis à d'autres secteurs d'intérêt mais ne faisant pas partie traditionnellement de ses domaines d'appui.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les requêtes financées par le FEC ont permis d'atteindre plusieurs objectifs. A titre d'exemple, il est présenté ci-dessous les résultats de deux requêtes : la formation sur la budgétisation sensible au genre et l'élaboration de l'Indice de Développement et des Inégalités des Sexes au Bénin.

- **Formation des cadres du ministère sur la budgétisation sensible au genre (BSG)**

Cette formation a permis d'améliorer la mise en œuvre de la BSG au Ministère de la Famille à travers :

- L'actualisation du diagnostic sensible au genre du secteur (précision des cibles, données désagrégées, extension du champ d'analyse, les besoins spécifiques) ;
- La planification d'activités sensibles au genre dans le PTA des directions et du Ministère (chaque programme doit planifier les actions induites par les décisions de l'atelier) ;
- L'identification d'indicateurs sexo spécifiques pour le suivi d'application de la BSG et révision du tableau d'indicateurs de suivi ;
- Le renforcement des capacités des cadres des directions centrales, techniques et déconcentrées dans l'application de la BSG ;
- L'appui à la Direction de la Promotion de la Femme et du Genre (DPFG) et à la Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP) pour le suivi et le contrôle de la prise en compte du genre dans le budget du Ministère.

- **Elaboration de l'Indice de Développement et des Inégalités des Sexes au Bénin**

La CTB a apporté son appui à l'élaboration de l'indicateur de développement et des inégalités entre les sexes au Bénin (IDISB). Cet indice, adapté pour le compte du Bénin de l'indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) permet de mesurer et évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des politiques de promotion des femmes. Il comprend deux parties : l'Indice de la Condition de la Femme (ICF) et le Tableau de Bord de la Promotion de la Femme en Afrique (TBPFA). C'est donc une combinaison de mesures quantitatives et qualitatives, ce qui est unique sur le plan mondial.

Cet instrument vise à permettre aux décideurs d'évaluer les performances des politiques et programmes qu'ils mettent en œuvre pour réduire les inégalités entre les sexes

L'IDISB apparaît comme un instrument primordial dans le suivi des rapports sur les aspects sexospécifiques des ODD. Cela est possible puisque des indicateurs tels que le revenu, l'éducation, la santé maternelle, le VIH/sida, l'accès au moyen de production, l'accès à l'emploi sont concernés.

Par ailleurs, les cadres du Ministère de la famille ont été formés à la méthodologie de calcul de l'indicateur afin d'assurer la pérennité de cette action et le Rapport sur l'IDISA 2013 a été publié.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La majorité des requêtes su FEC se réalisent avec moins de moyens que ceux prévus à l'avance. Néanmoins dans quelques cas, des remboursements sont encore attendus.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

La durabilité potentielle des résultats des requêtes financées par le FEC n'est pas assurée. Cela pourrait être atténué par le fait qu'il sera désormais fait obligation de présenter un mécanisme de suivi-évaluation des résultats des requêtes dans le canevas de soumission.

2 Contexte

2.1 Contexte général

La Convention Spécifique du Fonds d'Études et de Consultances (FEC) a été signée dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération 2013-2017, le 01 mars 2013. Cette Convention Spécifique annule et remplace les Conventions Spécifiques « Programme d'Appui en Expertise (PAEX) » et « Fonds d'Appui à la Réalisation d'Études et de Consultances (FAREC) ».

Le budget du FEC, venant initialement des soldes du FAREC et PAEX, a été augmenté en juin 2014 jusqu'à 1.016.543 €, après l'EL versant les soldes des anciennes interventions PAPDC et ADEFIH. Néanmoins, en février 2016, suite au constat d'une différence de 4.411,52 € entre le montant de l'échange de lettres (14.941,79 €) et le montant de la réception définitive (10.530,27 €) du projet ADEFIH, le budget du FEC a été ajusté à 1.012.132 €.

En 2016, 13 demandes de financement ont été soumises au FEC par quatre ministères. Sur ces 13 requêtes, deux ont été acceptées.

Le taux d'approbation des demandes de financement reçues en 2016 est donc de 15%. Ce taux qui semble faible à première vue traduit la volonté d'optimiser l'utilisation du FEC en privilégiant son utilisation pour la réalisation d'études stratégiques et la mobilisation d'expertises spécifiques.

2.2 Contexte institutionnel

Suite aux changements intervenus consécutivement aux élections présidentielles, la Primature est devenue Ministère du Plan et du Développement. Néanmoins peu de changements de personnel ont été observés au niveau de la Direction Générale du Financement du Développement, assurant le rôle de gestionnaire du FEC.

2.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le Fonds est cogéré par la Direction Générale du Financement du Développement (DGFD) du MPD, Gestionnaire du FEC, et l'Agence belge de développement, CTB qui en est le cogestionnaire.

L'analyse des nouvelles demandes reçues pour financement dans le cadre du FEC se fait selon l'article 5 de la Convention Spécifique. Un Comité d'Étude et d'Analyse composé du Gestionnaire et du cogestionnaire du Fonds pouvant être élargi à des personnes ressources selon le type de requête à analyser, statue sur la recevabilité de la demande avant sa soumission à l'Attaché pour avis de non-objection.

Le Fonds est géré en régie. L'engagement et l'exécution des dépenses dans le cadre du FEC se font conformément aux procédures belges.

Le manuel de procédures du FEC a été élaboré et soumis au Comité des Partenaires qui l'a approuvé en sa session du 26 septembre 2013. Ce manuel est actuellement en cours de relecture avec l'Ambassade et la DGFD pour tenir compte des enseignements tirés et recommandations émises, renforcer son efficacité (ciblage prioritaire sur les études et expertises stratégiques) et assurer une optimisation et bonne gestion des ressources y affectées tenant compte des réalités rencontrées (difficultés d'encadrement des missions à l'étranger, cas de justifications frauduleuses). Dans ce cadre, le Comité des Partenaires de novembre 2016 a recommandé

l'actualisation du Manuel FEC sur la base des principes suivants :

- Recentrage de l'utilisation et réserve du budget restant pour des études et consultance à caractère stratégique ;
- Renforcement de la cohérence et de l'articulation avec les programmes sectoriels de la coopération bénino-belge en les associant à l'analyse et au suivi des requêtes ;
- Mise en place de mécanismes de valorisation des résultats/produits issus des études et consultances dès l'introduction de la requête ;
- Responsabilisation de l'organisme porteur de la requête en cas de problèmes administratifs.

Par ailleurs, le Comité des partenaires a validé le principe de l'adoption en SMCL pour toute modification ultérieure à apporter au manuel de procédures du FEC.

2.4 Contexte HARMO

Le Fonds d'Études et de Consultances (FEC) est placé dans une position de complémentarité aux autres interventions, dans le respect du principe de concentration sectorielle et dans la perspective d'améliorer la performance de l'ensemble du programme de coopération bénino-belge.

L'utilisation du Fonds d'Études et de Consultances (FEC) en complémentarité avec les interventions sectorielles de la coopération bénino-belge a été clairement intégrée dans les formulations des nouveaux Programmes agriculture et santé. En effet, les DTF des deux programmes ont identifié le FEC comme étant une source d'accompagnement technique.

La procédure d'agrément des demandes soumises au financement du Fonds permet au gestionnaire et au cogestionnaire du fonds d'assurer la cohérence avec les interventions en cours. Les volets institutionnels des deux programmes sectoriels au Ministère de la Santé et au Ministère de l'Agriculture sont mis à contribution auprès des structures requérantes de ces ministères sectoriels en termes d'appui à la rédaction des termes de référence (TdR) et au suivi de la mise en œuvre des demandes agréées par le Fonds.

3 Analyse de l'état d'avancement

Depuis la signature de la Convention Spécifique (CS) du Fonds d'Études et de Consultances le 01 mars 2013, 40 demandes de financement ont été soumises au FEC par 9 Ministères. Ces requêtes sont constituées de 60% de participation à des séminaires ou formations, 35% d'études stratégiques et 5% de mobilisation d'expertise.

Une utilisation plus efficace de ce Fonds pourrait se faire en prévoyant notamment :

- Une utilisation de celui-ci essentiellement pour la réalisation d'études stratégiques et la mobilisation d'expertise spécifique ;
- Une implication des programmes sectoriels comme support tant dans la rédaction des requêtes que dans le suivi, la mise en oeuvre et l'application des requêtes ;
- Un processus de suivi-évaluation allant au-delà de la durée d'exécution des requêtes.

Ces principes sont traduits dans la nouvelle version du manuel de procédures du FEC en cours de finalisation.

En outre, une formation a été organisée en mars 2016 à l'intention des points focaux des Ministères bénéficiaires pour les sensibiliser sur ces aspects et ces principes ont été progressivement suivis et mis en application dès lors.

En 2016, le nombre de requêtes soumises au FEC (13 requêtes) a été faible en raison notamment de la période électorale. Le détail de ces requêtes reçues et l'état d'avancement des requêtes acceptées sont présentés ci-après

Ministère du Plan et du Développement

- Requête pour le financement de la cartographie des partenaires techniques et financiers actifs au Bénin Requête refusée
 - *Motifs : Les PTF sous le pilotage de la Coopération suisse mettent en place un site internet qui semble avoir les mêmes finalités. Il a donc été demandé à la Primature qu'elle prenne contact avec la Coopération suisse afin d'obtenir l'architecture du site. L'objectif spécifique « mettre en place une base de données interactives sur l'ensemble des informations de façon thématique et illustrative » n'est pas une finalité de l'étude. Elle y contribue.*
- Requête pour le financement de la réalisation d'un Tableau de Bord de Suivi du Programme d'Actions Prioritaires de la SCRP 2011-2015 Requête refusée
 - *Motifs : Le FEC n'a pas pour vocation d'appuyer des activités récurrentes comme celle-ci mais plutôt des analyses et études stratégiques. En outre, suite à un cas d'un cadre du Ministère du Plan (ex Primature) dans le cadre du financement de leur participation à la COP 21 par le FEC, il a été décidé par la lettre N°109/16/MFR/SGO en date du 16 février 2016, de suspendre tout financement de ce ministère par le FEC jusqu'au remboursement et mesures prises.*

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

- Requête pour le recrutement d'une expertise perlée d'appui technique aux aménagements hydro-agricoles *En cours d'exécution*

Ministère de la santé

- Requête pour le financement d'une analyse situationnelle de la riposte au VIH et au SIDA au niveau des mairies du Bénin dans la perspective du projet « villes actrices de la transformation sociale » *En attente d'informations complémentaires pour approfondissement de l'analyse. Les informations additionnelles demandées lors de la première analyse de la requête n'ont pas vraiment été fournies dans la requête améliorée reçue du demandeur. Les questions posées restent encore entières.*
- Requête pour le recrutement d'une expertise technique pour le suivi de l'assurance qualité *En cours d'exécution*
- Requête pour l'élaboration du plan stratégique 2017-2021 de la Direction de la Recherche et de la Formation continue *Requête en stand-by*
 - *Cette requête intervient dans un contexte où le Programme d'Action du Gouvernement est finalisé et où le Plan National de Développement de la Santé est en cours d'élaboration. En plus du contexte d'adoption et d'élaboration de ces importants documents stratégiques, il se pose certaines questions relatives à : l'identification claire des appuis sollicités et la vérification de l'absence d'autres appuis dans le domaine*
- Requête pour l'évaluation du système de gestion des déchets biomédicaux dans les formations sanitaires publiques et privées (Hôpitaux de zone, Centres de santé de communes et cliniques du Bénin. *Requête refusée*
 - *Motifs : Cette activité s'inscrit déjà dans le cadre du Résultat 4 du PASS et le Programme y travaille déjà sous forme pilote dans ses zones d'intervention. Dans ce cadre, les Plans de Gestion des Déchets biomédicaux des zones d'intervention du PASS sont réalisés et en cours de mise en œuvre. Les zones du PASS devant servir de zones pilote dans une optique de répliation des activités dans les zones non CTB, les travaux réalisés dans les zones du PASS devraient être capitalisés et disséminés par le Ministère de la Santé.*
- Requête pour la création d'une base de données sur les recherches en santé menées au Bénin *En attente d'informations complémentaires pour approfondissement de l'analyse*
- Requête pour l'élaboration de la cartographie nationale des plantes utilisées en médecine traditionnelle pour le traitement et la prévention du paludisme au Bénin *En attente d'informations complémentaires pour approfondissement de l'analyse*
- Requête sur la documentation des bonnes pratiques de prise en charge des hépatites virales B & C en médecine traditionnelle au Bénin : étude ethnobotanique et entnopharmacologique *En attente d'informations complémentaires pour approfondissement de l'analyse*
- Requête pour le protocole d'identification des produits traditionnels efficace dans le traitement du paludisme au Bénin *En attente d'informations complémentaires pour approfondissement de l'analyse*
- Requête pour l'étude des modalités de création d'un institut de recherche et de formation en Médecine traditionnelle au Bénin *En attente d'informations complémentaires pour approfondissement de l'analyse.*

Ministère du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales

- Requête pour le financement d'une formation en Genre et Développement
Requête refusée.
 - *Motifs : Plusieurs cadres de l'administration publique béninoise relevant des secteurs de concentration (Ministère de la famille, de la santé, de l'agriculture, Développement), ont déjà pu bénéficier de cette formation via le FEC. Ils pourraient la restituer aux autres cadres en servant de formateurs. La restructuration des Ministères, notamment du Ministère en charge de la famille, le Ministère en charge de la microfinance actuellement en cours laisse planer un doute quant à la durabilité d'une formation accordée à des cadres dont le maintien en poste prête à caution.*

3.1 Études

Aucune demande d'appui pour la réalisation d'études n'a été acceptée dans le cadre du Fonds d'Etudes et de Consultances en 2016.

Le suivi administratif et financier de certaines études/formations réalisées en 2015 s'est poursuivi en 2016. Elles sont répertoriées ci-après.

État d'avancement des requêtes ²	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
Production de l'édition 2013 de l'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes au Bénin (IDISB)			X		L'étude est en cofinancement. La première partie, financée par la GIZ a commencé en retard ce qui a retardé la seconde partie, financée par le FEC.
Formation des cadres du ministère sur la budgétisation sensible au genre (BSG)	X				
Enquête nationale sur les facteurs de risque des maladies non transmissibles au Bénin : STEPS 2014			X		
Renforcement des capacités de 5 points focaux genre de 3 ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable	X				
Participation du Bénin à la 5e revue globale de l'Aide pour le Commerce (APC) qui s'est tenue à Genève du 30 juin au 02 juillet 2015	X				
Participation du Bénin à la 21 COP qui s'est tenue à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015		X			

Dans sa vision de mettre en valeur les résultats issus des différentes requêtes acceptées par le FEC, la CTB ne s'est pas seulement contentée d'appuyer la réalisation de l'enquête STEPS. En effet, à travers son programme santé, le PASS Sourou, la CTB appuie la mise en œuvre d'un plan de réponse aux MNT consécutif aux constats faits par l'enquête dans ses zones d'intervention.

3.2 Expertise

Deux demandes d'appui en expertise ont été reçues dans le cadre du Fonds d'Etudes et de Consultances en 2016

Elles sont en phase de préparation de mise en œuvre.

² A : En avance/réalisée
B : Dans les délais
C : Retardées, des mesures correctives sont requises.
D : Les études ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des expertises ³	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
Requête pour le recrutement d'une expertise perlée d'appui technique aux aménagements hydro-agricoles		X			
Requête pour le recrutement d'une expertise technique pour le suivi de l'assurance qualité			X		

3.3 Exécution budgétaire

Le détail de l'exécution budgétaire pour l'année 2016 se trouve en annexe 5.1. Le tableau suivant résume l'exécution au cours de l'année 2016.

Exécution de la programmation financière 2016 en euros et en francs CFA

	2016 - Q1	2016 - Q2	2016 - Q3	2016 - Q4	Total
Montant exécuté en euro	7 985,10	17 168,31	-1 877,92	-7 995,78	15 279,70
Montant exécuté en FCFA	5.237.882	11.261.673	-1.231.835	-5.244.888	10.022.826

³ A : En avance/réalisée
B : Dans les délais
C : Retardées, des mesures correctives sont requises.
D : Les études ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Intitulé de la requête	Montant approuvé (euro)	Dépenses effectives (euro)		
		2015	2016	Total
Production de l'édition 2013 de l'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes au Bénin (ISBD)	24 392,00	426,86	8 574,76	9001,62
Formation des cadres du ministère sur la budgétisation sensible au genre	16 929,00	13 494,90	2 890,04	16 384,94
Enquête nationale sur les facteurs de risque des maladies non transmissibles au Bénin : STEPS 2014	112 315,00	107 956,77	-5 335,72	102 621,05
Renforcement des capacités de 5 points focaux genre de 3 ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable	65 000,00	60 600,03	384,19	60 984,22
Participation du Bénin à la 5e revue globale de l'Aide pour le Commerce (APC) qui s'est tenue à Genève du 30 juin au 02 juillet 2015	20 517,00	9 452,67	447,78	9 900,45
Participation du Bénin à la COP 21 qui s'est tenue à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015	30 954,00	8 253,89	15 757,76	24 011,65
Total	270 107,00	200 185,12	22 718,81	222 903,93

La différence entre les dépenses effectives réalisées pour la mise en œuvre des différentes requêtes (222.903,93 €) et le montant total exécuté en 2016 (15 279,7 €) mentionné dans le tableau de suivi global de l'exécution s'explique par deux mécanismes :

- Premièrement, par la répartition, pour certaines études, des dépenses effectives sur deux exercices, 2015 et 2016. Les dépenses effectives de 2016 s'élèvent donc à 22 718,81 €.
- Deuxièmement, par les intérêts d'un montant de 7 439,12 € qui ont été portés au crédit du compte FEC.

3.4 Critères de qualité

Critères	Note ⁴
Pertinence	A
Efficiences	B
Efficacité	B
Durabilité	C

⁴ A = Très bonnes performances, B = Bonnes performances, C = Faibles performances, D = Problématique

3.5 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Risque fiduciaire pour le STEPS (acteur externe vs bonne gouvernance et le suivi)	2015-Q4	OPS	High	Low	Medium Risk	Bon suivi et régulier	FDA	dec-15	la justification faite pour les tranches 1 et 2 a relevé plusieurs pièces justificatives non acceptables. Le PNLMT s'est engagé à faire rembourser les montants relatifs à ces pièces. Le paiement des deux dernières mensualités de novembre et de décembre n'a pas été effectif. Contacts sont pris avec le SG/MS afin que les engagements pris soient respectés.	En cours
Non récupération des avances frais de mission pour la participation du Bénin à l'OMC	2015-Q4	FIN	High	Low	Medium Risk	Lettre au SGM Commerce et Primature	FDA	oct-15	Remboursement obtenu. Il reste néanmoins l'obtention de la facture	En cours
Non récupération des avances frais de mission pour la participation du Bénin à la COP 21	2015-Q4	FIN	High	Low	Medium Risk	Suivi régulier fait. Engagement préalable des personnes. Néanmoins, 4 des 6 personnes ont introduit des fausses factures de justification des hôtels, trois participants ont	FDA	févr-16	Il reste deux participants n'ayant pas encore complètement achevé de rembourser	En cours

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
						également raté leur correspondance et doivent rembourser aussi le deuxième ticket acheté. Des lettres ont été envoyées aux ministères concernés ainsi que l'implication de l'ANLC. Chaque personne a fait l'engagement de rembourser. 2 des 4 ont complètement remboursé. Un suivi de près (lettres rappels, ...) continue à se faire. A utiliser le blocage des nouvelles demandes si pas de remboursement				

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Recommandations et Enseignements tirés

- Le FEC est avant tout un outil d'étude et de consultance. Il devra être utilisé prioritairement pour la réalisation d'études stratégiques et la mobilisation d'expertise spécifique ;
- Les programmes sectoriels devront être utilisés comme support tant dans la rédaction des requêtes que dans le suivi, la mise en œuvre et l'application des requêtes ;
- Un processus de suivi-évaluation allant au-delà de la durée d'exécution des requêtes devra être mis en œuvre afin de s'assurer de l'utilisation des résultats issus de la mise en œuvre des requêtes. Cela devra se faire au cas par cas selon le type de requête. Les différentes requêtes soumises devront en préciser un en détail dans leur TDR.

5 Annexes

5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) : 31/12/2016»

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302411

Project Title : **Fonds d'Etudes et de Consultances (FEC)**

Budget Version : **G02** Year to month : 31/12/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2016				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
			2015	Q1	Q2	Q3					Q4
A FONDS NON ALLOUÉS		1.012.132,00	402.429,31	7.985,10	17.168,31	-1.877,92	-7.995,78	15.279,70	417.709,00	594.423,00	41%
01 Fonds non alloués		320.355,00	-24.416,98	-1.807,77	-1.830,87	-1.876,73	-1.923,74	-7.439,12	-31.856,10	352.211,10	-10%
01 Fonds non alloués	REGIE	320.355,00	-24.416,98	-1.807,77	-1.830,87	-1.876,73	-1.923,74	-7.439,12	-31.856,10	352.211,10	-10%
02 Etudes et expertises		691.777,00	426.846,29	9.792,87	18.999,18	-1,18	-6.072,04	22.718,82	449.565,10	242.211,90	65%
01 Etude préliminaire sur l'état	REGIE	40.094,00	33.444,66						33.444,66	6.649,34	83%
02 Formation sur l'efficacité de	REGIE	11.064,00	6.049,25						6.049,25	5.014,75	55%
03 Etude sur l'élaboration d'un	REGIE	17.989,00	17.988,01						17.988,01	0,99	100%
04 Participation du Bénin à la	REGIE	9.674,00	7.688,81						7.688,81	1.985,19	79%
05 Participation du Bénin à un	REGIE	13.870,00	13.895,84						13.895,84	-25,84	100%
06 Multiplication du document	REGIE	11.433,00	4.039,90						4.039,90	7.393,10	35%
07 Renforcement de la bonne	REGIE	7.927,00	7.393,78						7.393,78	533,22	93%
08 Etude sur les grossesses	REGIE	17.164,00	17.483,87						17.483,87	-319,87	102%
09 Etude diagnostique relative	REGIE	33.539,00	28.593,23						28.593,23	4.945,77	85%
10 Formation des points	REGIE	65.000,00	49.543,12						49.543,12	15.456,88	76%
11 Production de l'édition 2013	REGIE	24.392,00	428,86	6.902,82	1.671,94			8.574,76	9.001,62	15.390,38	37%
12 Conférence annuelle de la	REGIE	13.386,00	12.025,55						12.025,55	1.360,45	90%
13 Formation des cadres du	REGIE	16.929,00	13.494,90	2.890,04				2.890,04	16.384,94	544,06	97%
14 Participation de 4	REGIE	23.580,00	18.084,94						18.084,94	5.495,06	77%
	REGIE	1.012.132,00	402.554,86	7.985,10	17.168,31	-1.877,92	-7.995,78	15.279,70	417.834,55	594.297,45	41,00
	COGEST										
	TOTAL	1.012.132,00	402.554,86	7.985,10	17.168,31	-1.877,92	-7.995,78	15.279,70	417.834,55	594.297,45	41,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302411

Project Title : **Fonds d'Etudes et de Consultances (FEC)**

Budget Version : **G02** Year to month : 31/12/2016
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2016					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2015	Q1	Q2	Q3	Q4				
15 Enquêtes STEPS 2015 au		REGIE	112.315,00	107.956,77				-5.335,72	-5.335,72	102.621,05	9.693,95	91%
16 Formation des points		REGIE	65.000,00	60.600,03		384,19			384,19	60.984,22	4.015,78	94%
17 Participation du Bénin à la		REGIE	20.517,00	9.452,67		447,78			447,78	9.900,45	10.616,55	48%
18 Colloque APAD à Cotonou -		REGIE	9.950,00	10.430,21						10.430,21	-490,21	105%
19 COP21		REGIE	30.954,00	8.253,89		16.495,27	-1,18	-736,33	15.757,76	24.011,65	6.942,35	78%
20 Recrutement d'une		REGIE	147.000,00	0,00						0,00	147.000,00	0%
99 Conversion rate adjustment			0,00	125,55						125,55	-125,55	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	125,55						125,55	-125,55	7%

REGIE	1.012.132,00	402.554,86	7.985,10	17.168,31	-1.877,92	-7.995,78	15.279,70	417.834,55	594.297,45	41,00
COGEST										
TOTAL	1.012.132,00	402.554,86	7.985,10	17.168,31	-1.877,92	-7.995,78	15.279,70	417.834,55	594.297,45	41,00



5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi

N°	Décision	Période d'identification	Source	Acteur	Délai	Progrès	Statuts
1	Désignation officielle des points focaux	janv-15	SMCL	Ministère du Plan et ministères visés	19/02/2016	Tous les points focaux sont officiellement désignés	CLOSED
2	Étayer le manuel de procédure FEC	janv-15	SMCL	CTB	mars-16	Le point des amendements a été réalisé à l'interne au niveau de la CTB et discuté avec l'Ambassade afin d'entériner les amendements. Lesdits amendements ont également été présentés en COMPAR. Reste à programmer une réunion avec le ministère du plan	OPEN
3	Partager le manuel de procédures amendé avec tous les points focaux	févr-16	SMCL	CTB	Q1-2016	En attente l'exécution complète de la recommandation 2	OPEN
4	Former les points focaux FEC sur le manuel de procédures (actions de communication et d'information sur le FEC)	janv-15	SCML	CTB / Programmes sectoriels/ Ministère du Plan	Q1-2016	La formation des points focaux a eu lieu le 30/03/2016	CLOSED

- En 2016, une SMCL a été organisée le 12 février 2016.
- La prochaine SMCL est prévue en février 2017.

5.3 Ensemble des requêtes financées par le FEC depuis le début de la convention spécifique

N°	Intitulé de la demande	Montant de la requête
Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective / Primature		
A.02.02	Requête relative à l'organisation d'une formation sur l'efficacité de l'aide dans le secteur de la Santé.	Montant requête : 11.063 €
A.02.04	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la 9e Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) relative à l'aide pour le commerce qui s'est déroulé du 03 au 6 décembre à Bali (Indonésie).	Montant requête : 13.869 €
A.02.05	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à un atelier régional de formation sur la plateforme de gestion de l'aide à Addis-Abeba en Ethiopie du 11 au 13 décembre 2013	Montant requête : 9.673 €
A.02.09	Requête portant sur l'étude diagnostique relative à la mise en place d'un système de gestion de l'information sur l'aide au développement du Bénin.	Montant requête : 33.537 €
A.02.16	Requête pour la prise en charge de la formation pour le renforcement des capacités de 5 Points Focaux Genre de 3 ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable.	Montant requête : 65.000 €
A.02.17	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la 5e revue globale de l'Aide pour le Commerce (APC) à Geneve du 30 juin au 02 juillet 2015	Montant requête : 20.517 €
A.02.18	Requête de cofinancement du colloque scientifique sur la bonne gouvernance et le développement sur le thème : « la fabrique de l'action publique dans les pays « sous régime d'aide » : acteurs, processus, négociations »	Montant requête : 9.950 €
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche		
A.02.01	Requête portant sur l'étude préliminaire sur l'état des lieux des interventions en matière de sécurité alimentaire.	Montant requête : 40.094 €
A.02.03	Requête portant sur l'élaboration d'un document référentiel sur la filière riz au Bénin.	Montant requête : 17.988 €
A.02.21	Requête relative au recrutement d'une expertise perlée sur les aménagements hydro-agricoles	Montant requête : 65.000 €
Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Âge		
A.02.06	Requête pour la multiplication du document de Politique Nationale de la Promotion du Genre et de son Plan d'Actions.	Montant requête : 11.433 €
A.02.10	Requête de cofinancement pour la production de l'édition 2013 de l'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes au Bénin (ISBD).	Montant requête : 24.392 €
A.02.11	Requête pour la prise en charge de la formation pour le renforcement des capacités des 5 Points Focaux Genre des ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable.	Montant requête : 65.000 €

Ministère de l'Économie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation		
A.02.12	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la conférence de la banque mondiale à Washington du 23 au 27 mars 2015	Montant requête : 11.063 €
Ministère de la Santé		
A.02.15	Requête de financement de l'enquête Nationale sur les facteurs de risque des maladies non transmissibles : Enquête « STEPS » 2014 au Bénin	Montant requête : 112.315 €
A.02.20	Requête pour le recrutement d'une expertise technique pour le suivi de l'assurance qualité	Montant requête : 147.000 €
Ministère de l'Environnement chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des ressources Naturelles et Forestières		
A.02.19	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la COP 21 à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015	Montant requête : 35.680€